

**AIDE EXCEPTIONNELLE DE FIN D'ANNÉE**  
**A DESTINATION DU PUBLIC PRÉCAIRE**

**Règlement intérieur 2017**

**(Délibération de l'assemblée départementale du 10/07/2017)**

## **Article 1 : Le public**

Par délibération du 10 juillet 2017, le Conseil départemental de la Haute-Corse a décidé de reconduire la mise en œuvre d'une aide exceptionnelle de fin d'année à destination **des personnes en situation de précarité**, sous réserve que leur statut ne leur donne pas accès à une aide de même nature, versée par les services de l'État (par exemple : les bénéficiaires du RSA ou de l'allocation de solidarité spécifique).

## **Article 2 : Les critères**

L'octroi de cette aide ne se fait pas sur la base d'une enquête sociale mais répond à des critères socio-économiques prenant en compte les ressources et la composition familiale, soit le **quotient familial** qui s'obtient en divisant le montant des ressources par le nombre de parts attribuées.

L'instruction du dossier déterminera si le quotient familial est inférieur à 650.

### **Article 2.1 : Les ressources**

Les ressources à considérer comprennent **l'ensemble des revenus des personnes, majeures ou non, composant le foyer**. Sont cependant exclues du calcul :

- l'aide personnalisée au logement (APL).
- l'allocation de logement familiale ou sociale (APL ou ALS).
- l'allocation d'éducation enfant handicapé (AEEH).
- toutes les allocations ou prestations n'ayant pas de caractère régulier sur l'année (ex : allocation de rentrée scolaire, etc).

### **Article 2.2 : Les parts**

Les parts attribuées s'établissent comme suit :

- |   |         |
|---|---------|
| - personne seule                                | : 1,5   |
| - 2 personnes (couple ou adulte avec un enfant) | : 2     |
| - toute personne supplémentaire                 | : + 0,5 |
| - enfant handicapé                              | : + 0,5 |

### **Article 3 : Montant de l'aide**

Le montant de l'aide est défini par rapport au calcul du quotient familial selon les modalités suivantes :

Quotient familial	1 personne	Personne supplémentaire
<650	120 €	60€

### **Article 4 : Pièces justificatives**

Le demandeur devra fournir les pièces justifiant :

**1 – son identité** : carte d'identité, passeport de la communauté européenne, carte de séjour ou de résidence à jour.

**NB** : Les justificatifs d'identité doivent être fournis pour la totalité des personnes majeures du foyer.

**2 – sa situation familiale** : livret de famille

**3 – son domicile** : taxe d'habitation, quittance électricité, gaz, eau.

**4 – ses ressources** : Avis d'imposition ou de non-imposition, fiche de paie, bulletin ou brevet de pension, relevé des organismes payeurs (CAF, pôle emploi,...), justificatif des indemnités journalières de la sécurité sociale.

**NB** : Les justificatifs de revenus à fournir sont ceux de l'ensemble des personnes résidant au foyer (personnes majeures ou non).

<b>Ces pièces doivent être les plus récentes possibles, soit celles du mois N ou N-1</b>
--

### **Article 5 : Critères de rejet, notamment :**

- Résidence hors du département,
- Quotient familial supérieur à 650,
- Dépôt du dossier hors délais du délai impérativement fixé au 31/10/2017,
- Dossier incomplet,
- Bénéficiaires du RSA ou de l'ASS,
- Personne sans ressources non inscrites à Pôle emploi.

Tout dossier correspondant à l'un de ces motifs sera retourné au demandeur.

## **Article 6 : Procédure**

- **La constitution des dossiers** est assurée par l'ensemble des agents des directions du Pôle solidarité et les partenaires sociaux habituels (CCAS, AIDE 2B, etc.)

- Les dossiers **complets** sont transmis à la direction du pôle, assistée de notre prestataire Aide 2B, dûment habilité par convention, pour :

- **Vérification et enregistrement,**
- **Etablissement de listes,**
- **Préparation des notifications.**

- Les dossiers vérifiés et listés sont transmis au Pôle solidarité qui les répartit entre les directions pour **saisie et liquidation**.

**NB :** *La mise en paiement s'effectue exclusivement par virement bancaire. (le RIB devra donc être fourni).*

## **Article 7 : Délais**

Compte tenu de l'évolution institutionnelle programmée pour le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et considérant la mise en place d'une nouvelle nomenclature budgétaire dès cette date, il sera impossible d'appliquer le présent règlement au-delà de l'année 2017. Aussi un calendrier précis est programmé :

- information générale début septembre,
- remise des dossiers au pôle solidarité, au plus tard, le **31/10/2017**,
- liquidations, au plus tard, le **5/12/2017**.

Il convient de considérer ces dates comme impératives.